



L'Inde de Modi : un « développement pour tous »

Isabelle Saint-Mézard

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2018/2 Été , PAGES 79 À 88

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678155

DOI 10.3917/pe.182.0079

Date de mise en ligne : 08/06/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-2-page-79?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Inde de Modi : un « développement pour tous » écorné

Par **Isabelle Saint-Mézard**

Isabelle Saint-Mézard est maître de conférence en géopolitique de l'Asie à l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université de Vincennes à Saint-Denis. Elle est chercheur associé au Centre Asie de l'Ifri.

Le BJP de Narendra Modi dispose depuis 2014 d'une majorité inédite. Son gouvernement a nettement valorisé le marché indien à l'échelle internationale. Mais le regain d'investissements étrangers ne s'est pas vraiment traduit en taux de croissance ou en création d'emplois. Et la large base électorale du BJP pourrait souffrir du soutien du gouvernement aux extrémistes hindous, et d'un développement de la violence inter-communautaire, largement antimusulmane, qui divisent le corps social.

politique étrangère

Au printemps 2014, l'Inde est entrée dans une phase nouvelle de son histoire politique, avec la victoire à la majorité absolue (335 sièges sur 543) de la coalition NDA (National Democratic Alliance) conduite par le parti de la droite nationaliste hindoue BJP (Bharatiya Janata Party – Parti du peuple indien).

Le BJP a certes déjà été au pouvoir de 1998 à 2004. Mais d'une part, il ne l'a jamais été dans une telle position de force – le parti détient à lui seul 282 sièges à la Chambre basse – ; et d'autre part, l'homme qui est devenu Premier ministre, Narendra Modi, se caractérise par des méthodes bien moins conciliantes que celles de son prédécesseur Atal Behari Vajpayee. En l'occurrence, Modi a gardé comme Premier ministre les traits qu'on lui connaissait comme chef du gouvernement du Gujarat (2001-2014). Homme d'action, enclin à la prise de risque, il se montre fermé au débat et volontiers autoritaire au nom du principe d'efficacité. Charismatique, il use à l'envi de son incomparable talent de communication auprès des masses indiennes, mais sans échapper aux écueils du populisme, de la centralisation du pouvoir, et du culte de la personnalité.

Surtout, Narendra Modi porte deux projets dont les finalités semblent *a priori* contradictoires. Le premier, de nature technocratique et économique,

relève d'une dynamique d'inclusion par ses promesses de «bonne gouvernance» et de «développement pour tous» – slogans qui ont tant séduit l'électorat indien de 2014. L'autre, foncièrement idéologique, procède d'une logique d'exclusion, et ostracise les communautés qui ne se conforment pas entièrement au système de valeurs promu par la mouvance du nationalisme hindou. Quatre ans de gouvernement Modi permettent d'y voir plus clair, et de dresser un premier bilan, présenté ici en deux tendances de fond. Il apparaît ainsi que, par son énergie et sa détermination, le Premier ministre est parvenu à rehausser l'intérêt des acteurs économiques internationaux pour le marché indien ; mais sur le plan intérieur, les résultats de sa politique économique s'avèrent assez décevants. Par ailleurs, le BJP est certes devenu une formidable machine électorale ; mais sa capacité à promouvoir le rassemblement et le développement pour tous ne résiste pas à son fonds idéologique, extrémiste et intolérant à l'égard de la diversité socioculturelle indienne.

Une politique séduisante pour les investisseurs étrangers, décevante pour les Indiens

Une valorisation réussie du marché indien à l'international

De façon surprenante pour un dirigeant qui avait jusqu'alors peu d'expérience internationale, Narendra Modi a déployé un grand activisme diplomatique en début de mandat. Pour la seule année 2015, il a effectué quelque 27 déplacements extérieurs (avant de ralentir le rythme à 18 et 14 visites en 2016 et 2017¹). Pour cet homme au passé ambigu, qui jusqu'à la veille de l'élection de 2014 était *persona non grata* pour de nombreux États européens et nord-américains, il était important de clarifier son approche internationale². En l'occurrence, loin de laisser transparaître une quelconque rancune, Modi a projeté l'image d'un homme pragmatique, dont la priorité était de relancer les réformes économiques sur le plan intérieur, et de promouvoir le potentiel du marché indien sur le plan extérieur. En ce sens, le nouveau Premier ministre a battu en brèche l'image d'immobilisme qui s'était attachée au second mandat de son prédécesseur Manmohan Singh et, par là même, à l'Inde. Il a aussi clairement favorisé les liens avec les économies les plus à même d'aider au développement indien : les États-Unis et le Japon au premier chef, mais aussi la Chine et les grands États européens. Grâce à sa capacité inégalée à capter l'attention médiatique, Modi a pu ainsi – et ce n'est pas un succès mineur – provoquer un regain d'intérêt pour le marché indien à l'échelle internationale.

1. Chiffres calculés à partir de : <www.mea.gov.in>.

2. Narendra Modi a été frappé d'interdiction de visa d'entrée par les États européens et nord-américains en raison de son rôle ambigu dans les graves émeutes antimusulmanes qui ont ensanglanté le Gujarat en 2002, alors qu'il était chef de gouvernement de cet État.

Cette réactivation de la diplomatie économique indienne, qui s'est accompagnée en interne d'une simplification des procédures d'investissement dans de nombreux secteurs, a porté ses fruits. Alors qu'ils s'élevaient à 28 milliards de dollars en 2013, et à 34 milliards en 2014, les investissements directs étrangers (IDE) en Inde ont atteint 44 milliards de dollars en 2015. Ce chiffre s'est maintenu à 44,5 milliards de dollars en 2016, alors que la plupart des économies asiatiques accusaient une baisse des flux d'investissements³. L'Inde est redevenue un marché d'autant plus attractif qu'elle a affiché des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) parmi les plus élevés au monde : 7,4 % en 2014-2015, plus de 8 % en 2015-2016⁴. De façon générale, on portera au crédit du gouvernement Modi d'avoir réussi à améliorer l'image de son pays auprès des acteurs et experts économiques internationaux. L'Inde a ainsi gagné 30 places dans le classement 2018 de la Banque mondiale sur le climat des affaires, pour en arriver au 100^e rang. De même, pour la première fois depuis 14 ans, l'agence de notation Moody's a, fin 2017, revu à la hausse son appréciation de la dette souveraine indienne (de Baa3 à Baa2), en faisant passer les perspectives de « stables » à « positives ». L'Inde s'est enfin hissé au 40^e rang (sur 137 pays) du classement sur la compétitivité du Forum économique mondial pour 2017-2018 (elle était au 71^e rang trois ans auparavant, en 2014-2015).

Dans leur décision de réévaluer l'attractivité de l'Inde, ces diverses agences ont toutes salué les efforts du gouvernement Modi pour privilégier une politique de stabilité macroéconomique, donnant la priorité au contrôle de l'inflation (à 4-5 %) et du déficit budgétaire (de 4,5 % du PIB à 3,2 %), tout en orientant les investissements publics vers les secteurs des infrastructures de transport et de l'énergie. Il est vrai que Narendra Modi a bénéficié d'une conjoncture très favorable en début de mandat, la baisse du cours du baril de pétrole lui ayant permis d'alléger le déficit du compte courant (l'Inde est très dépendante des importations pour sa sécurité énergétique), et de gagner un peu de marge de manœuvre en matière de politique budgétaire. Parmi les autres réformes notables du gouvernement Modi, on soulignera ses efforts pour s'attaquer à l'épineux dossier des créances douteuses qui gangrènent les banques publiques indiennes : il a introduit fin 2016 un Code sur la faillite et l'insolvabilité, tout en procédant à la recapitalisation des banques publiques à hauteur de 32 milliards de dollars.

3. UNCTAD, *World Investment Report 2017*, Genève, 2017, disponible sur : <<http://unctad.org>>.

4. Ministère des Statistiques et de l'Application du programme, « First Revised Estimates of National Income, Consumption, Expenditure, Saving and Capital Formation 2016-2017 », 31 janvier 2018, disponible sur : <www.mospi.gov.in>.

«*Les jours meilleurs*» ne sont pas vraiment là

Dans leur ambition de réforme, Modi et son équipe rapprochée ont commis des erreurs, la plus grave étant la décision, à brûle-pourpoint, le 8 novembre 2016, de retirer de la circulation les coupures de 500 et 1 000 roupies, soit 80 % des billets de banque en circulation. Le Premier ministre a justifié cette démonétisation brutale au nom de la lutte contre l'argent sale et l'évasion fiscale – un de ses grands thèmes de campagne. Or, non seulement cette mesure n'a pas atteint ses objectifs pour ce qui est de la lutte contre la corruption des plus riches, mais elle a, en plus, révélé les limites de l'équipe au pouvoir en matière de bonne gouver-

Une brutale mesure de démonétisation

nance⁵. Il est en effet clairement apparu que cette décision avait été prise précipitamment par un groupe restreint de dirigeants, et sans considération pour les avis des experts. Les intérêts électoralistes n'ont, de surcroît, pas été étrangers à son calendrier : alors que le BJP s'apprêtait à mener une campagne jugée cruciale en Uttar Pradesh début 2017, la démonétisation a eu pour effet de fragiliser les partis d'opposition locaux en menaçant leurs finances. Sur le plan socioéconomique enfin, cette mesure a lourdement affecté le monde des petites et micro-entreprises, qui opèrent pour la plupart dans le secteur informel – c'est-à-dire hors de tout système de sécurité sociale – et n'utilisent que de l'argent liquide. Le Centre for Monitoring Indian Economy estime que cette mesure aurait entraîné la perte de 1,5 million d'emplois entre janvier et avril 2017⁶.

Contrairement à la mesure de démonétisation, la décision d'instaurer une TVA harmonisée à l'échelle de l'Inde constituait une réforme à la fois nécessaire – pour sortir d'un système archaïque de taxation indirecte propre à chaque État de l'Union – et de grande portée, car le pays tergiversait à ce sujet depuis presque 20 ans. Mais là encore, Modi et son équipe ont péché par précipitation, décidant d'instaurer la taxe harmonisée à compter de l'été 2017, sans période de transition pour aider les acteurs économiques à passer de l'ancien au nouveau système. Résultat : la mise en œuvre a été des plus chaotique, les milieux commerçants et industriels ont été dépassés par les nouvelles procédures, et la taxe en question est loin d'être aussi simplifiée et harmonisée que prévu⁷. Pour ses défenseurs, Modi a amorcé, avec l'introduction de la TVA harmonisée et la démonétisation,

5. K. Basu, «Look at the Fact of Demonetisation, not Politics», *The Indian Express*, 11 mai 2017, disponible sur : <<http://indianexpress.com>>.

6. M. Vyas, «1.5 Million Jobs Lost in First Four Months of 2017», *Business Standard*, 10 juillet 2017, disponible sur : <www.business-standard.com> et «Three Eminent Economists Criticise Estimates of Job Losses», *Business Standard*, 13 novembre 2017, disponible sur : <www.cmie.com>.

7. Le nouveau dispositif demeure très complexe, notamment parce qu'il comprend encore 4 taux échelonnés de 5 % à 28 %, et une douzaine d'exemptions.

une transformation en profondeur de l'économie indienne, en installant des mécanismes contraignant les acteurs économiques à déclarer leurs activités et revenus, et à s'acquitter de leurs impôts. Il n'en reste pas moins que la démonétisation et la mise en œuvre précipitée de la TVA unifiée ont particulièrement fragilisé le petit entrepreneuriat, appartenant pour l'essentiel au secteur informel. Ces deux mesures ont eu des effets si destructurants à court terme qu'elles ont contribué au ralentissement du taux de croissance à 7,1 % en 2016-2017⁸.

Dans le même temps, Narendra Modi est rattrapé par ses promesses électorales irréalistes en matière de création d'emplois. Sur ce dossier crucial, diverses études suggèrent que, depuis que son gouvernement est au pouvoir, non seulement le défi de l'emploi n'a pas été relevé, mais qu'au contraire il y a eu une contraction de l'offre⁹. Outre l'effet conjoncturel de la démonétisation, la faiblesse de l'investissement privé, dû notamment à la crise du système bancaire, serait en partie responsable de cet échec. Les Indiens continuent pourtant d'avoir de grandes attentes en matière de création d'emplois. D'après une étude du Lokniti-CSDS-ABP publiée en janvier 2018, 28 % des personnes sondées ont identifié le déficit d'emplois comme le problème principal du pays. Ils n'étaient que 13 % à le faire en 2013 sous le gouvernement de Manmohan Singh¹⁰. Cette même étude suggère également la montée d'un sentiment de désenchantement. Ainsi, en mai 2017, environ 63 % des personnes interrogées estimaient que le Premier ministre Modi avait réussi à faire advenir « des jours meilleurs », conformément à ce qu'il avait promis durant sa campagne de 2014. Mais début 2018, ce chiffre était tombé à 40 % des personnes interrogées¹¹.

Le BJP domine la scène politique mais divise le corps social

Un rouleau compresseur électoral

Après avoir remporté l'élection générale du printemps 2014 et pris la tête du gouvernement central, le BJP a continué sur sa lancée, en remportant une série de victoires au niveau des divers États de l'Union indienne. En 2014, le BJP et ses alliés ne détenaient que huit États (Gujarat, Rajasthan,

8. Ministère des Statistiques et de l'Application du programme, « First Revised Estimates of National Income, Consumption, Expenditure, Saving and Capital Formation 2016-2017 », *op. cit.*

9. « The Promise of Job Creation and the Fluctuating Rate of Unemployment », *The Quint*, 12 avril 2018. Les statistiques sur l'emploi sont incomplètes et dispersées, ce qui complique l'analyse de la situation pour les experts.

10. Lokniti-CSDS-ABP News, « Mood of the Nation Survey », 25 janvier 2018, disponible sur : <www.lokniti.org>.

11. *Ibid.*

Madhya Pradesh, Chhattisgarh, Goa, Nagaland, Andhra Pradesh et Pendjab), tandis que le parti du Congrès se maintenait dans 13 États¹². Quatre ans plus tard, fin avril 2018, le BJP et ses alliés de coalition étaient au pouvoir dans 21 États sur les 29 que compte l'Union indienne ; le parti du Congrès ne détenait plus, lui, que quatre États (Pendjab, Karnataka¹³, Meghalaya et Mizoram). Le BJP possède, de fait, une formidable machine électorale. À sa tête se trouve le duo constitué par Modi, Premier ministre charismatique qui n'aime rien tant que faire campagne, et Amit Shah, son plus proche conseiller, par ailleurs président du BJP et redoutable tacticien. Ce duo s'appuie sur un appareil de communication qui tourne toujours à plein régime, et sur une organisation disciplinée et motivée. Sur le terrain, le parti peut aussi compter sur l'appui des autres organisations de la mouvance nationaliste hindoue, notamment sur celui de la « maison mère », le Rashtriya Swayamsevak Sangh (« Association des volontaires de la Nation ») qui comprend 5 à 6 millions de membres militants.

Jouer des rivalités entre castes et confessions

En somme, le BJP occupe aujourd'hui la position centrale qui fut longtemps celle du Parti du Congrès (des années 1950 aux années 1980). L'essentiel du jeu politique, sur le plan national comme dans la plupart des États, s'organise à partir et autour de lui. Même lorsqu'il ne remporte pas les élections – comme à Goa, au Manipur ou au Meghalaya –, le BJP parvient à se retrouver au gouvernement, les autres partis de la scène locale estimant plus avantageux de s'allier avec lui pour former une majorité¹⁴. Par ailleurs, la soif de pouvoir du duo Modi-Shah fait que le parti ne s'embarrasse de nulle inhibition. À Goa par exemple le BJP, avec seulement 13 sièges sur 40, a fait fi des normes établies en forçant la formation d'une majorité gouvernementale avant même que le Congrès, qui avait gagné le plus grand nombre de sièges (17), ait pu consulter les autres partis.

L'âpreté avec laquelle Modi et Shah mènent campagne dans chaque État donne parfois le sentiment qu'ils n'ont d'autre finalité que de gagner une élection après l'autre. Pire encore, c'est comme si, pour eux, l'ingénierie électorale, consistant à jouer des rivalités locales entre communautés de castes et/ou groupes interconfessionnels d'une circonscription à l'autre, résumait l'enjeu démocratique, et que pour le reste les méthodes

12. M. Vaishnav, « From Cakewalk to Contest: India's 2019 General Election », Carnegie Endowment for International Peace, 16 avril 2018.

13. Le BJP est sorti vainqueur des élections de mai 2018 au Karnataka (avec 104 sièges sur 225). Il a néanmoins dû renoncer à former un gouvernement, faute d'avoir une majorité solide. Le Congrès a donc conservé le pouvoir en coalition avec une formation régionale.

14. *Ibid.*

expéditives étaient autorisées. L'autoritarisme du Premier ministre et du président de BJP se reflète, de fait, dans leur désintérêt pour le débat parlementaire, dans leur mépris pour les partis d'opposition (leur slogan érigé en objectif « une Inde sans le Congrès » illustre, on ne peut mieux, leur vision *a minima* du jeu partisan), et dans leur tendance à bousculer les contre-pouvoirs – médiatiques ou judiciaires – qui les entravent. Face à eux, les rangs de l'opposition semblent clairsemés. Depuis son arrivée à la présidence du parti du Congrès, fin 2017, Rahul Gandhi, héritier de la dynastie Nehru-Gandhi, semble avoir gagné en carrure, mais l'appareil du parti reste passablement désorganisé. Quant à l'hypothèse d'un troisième front réunissant les grands partis régionaux contre le BJP, elle laisse pour l'heure sceptique, tant ces formations divergent entre elles.

Des fissures dans la base électorale élargie de 2014

En 2014, Modi a fortement agrandi la base du BJP – traditionnellement constituée des classes moyennes urbaines du nord et de l'ouest de l'Inde –, en attirant des strates sociales plus modestes avec sa promesse de « développement pour tous ». Mais ce projet social inclusif se heurte aujourd'hui à l'expression de divers mécontentements. Deux groupes sociaux en particulier manifestent ouvertement leur colère, révélant ce faisant les limites – voire les contradictions – de la base électorale élargie du BJP. Le premier est le monde agricole, en proie à un profond malaise. Le gouvernement Modi n'est certes pas le seul responsable de la crise agraire, bien antérieure à son arrivée au pouvoir. Mais il l'a encore aggravée en ne prenant pas les mesures de soutien nécessaires alors que les campagnes indiennes subissaient, en 2014 et 2015, deux années successives de sécheresse. La détresse d'une partie du monde paysan a débouché dans plusieurs États sur des mouvements d'agitation réclamant de meilleurs prix pour les produits agricoles et un allègement des dettes. Au Maharashtra, quelque 50 000 paysans ont entamé une marche de 180 kilomètres et encerclé l'assemblée de l'État, pour obtenir gain de cause.

Par ailleurs, les strates les plus basses de la société hindoue, les *dalits* (hors castes), ont conduit des mouvements d'agitation – parfois violents – dans le nord et l'ouest de l'Inde depuis le début 2016. L'exaspération a atteint un pic au printemps 2018, suite à un jugement de la Cour suprême perçu comme diluant la loi punissant abus et exactions contre les communautés les plus vulnérables de la société : *dalits* mais aussi Adivasi (tribaux¹⁵). Au cours

15. Il s'agit du *Scheduled Castes and Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities) Act*. Le jugement de la Cour suprême demandait que la loi soit modifiée pour mieux protéger les personnes (généralement de hautes castes) mises en cause et empêcher les accusations mensongères.

des débats houleux qui ont suivi ce jugement, plusieurs députés BJP d'origine *dalit* ont exprimé leur malaise à l'égard du gouvernement, en lui reprochant de ne pas en faire assez pour protéger leurs communautés, tandis que sur le terrain, les manifestations prenaient un tour antigouvernemental. Cette situation révèle les difficultés que le BJP, parti traditionnellement de hautes castes, éprouve à s'ouvrir aux castes les plus basses. Narendra Modi avait certes réussi le tour de force de séduire une partie des *dalits* ; selon certaines estimations, presque un quart d'entre eux aurait voté pour le BJP en 2014¹⁶. Et pour conforter cette nouvelle base électorale, le BJP a poussé Ramnath Kovind, un *dalit*, au poste de président de la République de l'Inde en 2017. Mais ces efforts tournent aujourd'hui court. Avec les musulmans, les *dalits* ont fait les frais des exactions de militants extrémistes hindous et il ne sera pas aisé pour Narendra Modi de retrouver leur confiance en 2019.

Une inquiétante marginalisation des minorités confessionnelles

Depuis 2014, les organisations extrémistes hindoues ont intensifié leurs campagnes pour saper le multiculturalisme et le sécularisme indiens, et reformuler le projet national à partir de la seule identité hindoue. Leur chauvinisme culturel pro-hindou s'est déployé dans les domaines de l'enseignement, de l'histoire et de la culture, en mettant sur la défensive l'*intelligentsia* libérale indienne. Ces organisations ont, de surcroît, multiplié les agressions contre les minorités religieuses, en premier lieu les musulmans. Sans provoquer d'émeutes de grande ampleur, qui auraient attiré les critiques de la communauté internationale, elles ont aggravé le climat d'insécurité pesant sur les musulmans. Ainsi les milices pour la protection de la vache (animal sacré dans l'hindouisme) se sont-elles lancées dans une vaste campagne de confiscation des bovins détenus par des musulmans, au prétexte de sauver ces animaux de l'abattage¹⁷. Elles se sont aussi rendues responsables de lynchages contre des musulmans – ainsi que des *dalits* – soupçonnés de consommer et/ou de vendre de la viande bovine. Prenant le relais, le gouvernement central a décidé en mai 2017 d'interdire la vente de bovins – buffles compris – pour abattage (l'interdiction de l'abattage des vaches étant déjà en vigueur dans la plupart des États indiens). Cette mesure – prise au nom de la protection du bien-être animal – avait surtout pour but de nuire aux secteurs très lucratifs de l'industrie du cuir et de l'exportation de la viande bovine, détenus principalement par les musulmans et les *dalits*¹⁸.

16. Estimations réalisées par Lokniti-CSDS : voir P. Bhattacharya, « What the Dalit Protests Tells Us about BJP's Caste Conundrum », *Livemint*, 4 avril 2018, disponible sur : <www.livemint.com>.

17. Bien souvent, ces mêmes animaux ont été revendus à des paysans hindous. Z. Siddiqui, K. N. Das, T. Wilkes et T. Lasseter, « Cash Cows », Reuters, 2017, disponible sur : <www.reuters.com>.

18. La Cour suprême a néanmoins suspendu cette mesure d'interdiction. Cf. *ibid*.

Le Premier ministre a certes condamné les actes de violence et d'intolérance, mais sans y mettre le degré de passion et d'autorité dont il est coutumier sur tout autre sujet. Et à l'image de son gouvernement, il n'a fait aucun geste fort en faveur de la protection des minorités. Sur le terrain, le BJP et Modi lui-même n'ont pas hésité à tenir des propos attisant les tensions intercommunautaires lors de leurs campagnes, notamment en Uttar Pradesh et au Gujarat. Surtout, après avoir gagné les scrutins d'Uttar Pradesh en mars 2017, le BJP a choisi de désigner comme chef de gouvernement de l'État Yogi Adityanath, prêtre hindou extrémiste, responsable de plusieurs campagnes antimusulmanes.

Soutien aux extrémistes d'Uttar Pradesh

En confiant l'État le plus peuplé de l'Inde à cette personnalité sulfureuse, Modi et son équipe ont montré que l'extrémisme hindou – y compris sous ses formes les plus brutales – pouvait s'afficher sans fard sur la scène publique, et qu'il était devenu, en somme, acceptable. Adityanath a, depuis, suivi une politique agressive, légitimant les exécutions sommaires – la plupart du temps contre des musulmans –, sous prétexte de lutte contre la corruption et la criminalité¹⁹.

En dépit des craquellements de sa base électorale et d'un bilan économique mitigé, la fragilisation du BJP reste très relative. Cela vaut encore plus pour Narendra Modi qui, en dépit de l'érosion de son capital de confiance, reste de loin la personnalité la plus populaire de la scène politique indienne²⁰. À ce jour, le Premier ministre et son parti abordent l'élection générale de 2019 en position de favoris, même s'ils savent que la victoire n'est pas acquise, et qu'il leur sera difficile de regagner un aussi grand nombre de sièges qu'en 2014. Le parti s'est déjà mis en ordre de marche, élargissant son emprise au-delà de son bastion historique du nord et de l'ouest de l'Inde. Pour ce faire, il s'est d'ores et déjà implanté dans de nouveaux territoires tels ceux du Nord-Est, et s'efforce d'effectuer des percées dans les États du Sud, qui lui ont résisté jusqu'à ce jour (à l'exception du Karnataka).

Le risque existe cependant que, faute de pouvoir se prévaloir d'un bilan convaincant en termes de développement et de bonne gouvernance, Modi

19. N. Dixit, « A Chronicle of the Crime Fiction that Is Adityanath's Encounter Raj », *The Wire*, 24 février 2018, disponible sur : <<https://thewire.in>>.

20. D'après le sondage de Lokniti-CSDS-ABP News, 37 % des personnes interrogées souhaiteraient qu'il revienne au poste de Premier ministre dans l'hypothèse d'élections anticipées. Ce taux s'avère élevé en contexte indien.

verse toujours plus dans le populisme, et son parti dans le registre idéologique de l'extrémisme hindou, avec les stratégies de polarisation intercommunautaire qui s'ensuivent inévitablement. Une telle perspective, particulièrement préoccupante, ne conduirait qu'à dégrader plus encore le climat – déjà passablement détérioré – de tolérance interconfessionnelle dans le pays.



Mots clés

Inde
Parti du peuple indien
Narendra Modi
Politique économique